Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

19/11/2026

Élections des miterms aux USA. Le point de vue des communistes américains de la CWPUSA.

Les résultats des élections de *midterms* aux États-Unis sont maintenant passées. Les résultats ont fait l'objet de nombreux commentaires dans les *media*. Une part importante de ces commentaires se sont employés à soupeser des changements possibles de la politique américaine plus favorable à l'Europe. Ils ont aussi et surtout dans les sphères de gauche étaient présentés comme un succès démocratique montrant qu'il n'y avait pas de fatalité à la victoire du RN. Au fond l'ensemble des *media* et des forces politiques se sont félicités de ces résultats. Ces appréciations sont, de notre point de vue, erronées car ce qui guide fondamentalement la politique des États-Unis ne sont pas les humeurs de Trump mais bien les intérêts des monopoles capitalistes dominants. Pour y voir plus clair, nous avons sollicité sous forme d'interview le point de vue des camarades de la Plateforme des Travailleurs Communistes des USA (CWPUSA).

Quelle analyse globale tirez-vous du vote des électeurs lors des midterms ?
CWPUSA : La défaite du Parti républicain témoigne clairement d'un mécontentement généralisé face à la hausse des prix, à la diminution des revenus et aux promesses non tenues. Les prix de l'énergie, notamment à la pompe, ont augmenté de plus de 40 % au cours de l'année écoulée, entraînant une hausse du coût des produits de première nécessité, en particulier l'alimentation. L'inaccessibilité au logement et l'intensification de la répression étatique — qui se manifeste par une surveillance accrue et la terreur semée par l'ICE — n'ont fait qu'amplifier cette indignation. Les sondages se succèdent, révélant que les Américains expriment de plus en plus leur mécontentement face à la dégradation de leur niveau de vie. Les guerres impérialistes, en particulier celle impliquant l'Iran, ont également fait peser un lourd fardeau sur les ménages ordinaires, bien qu'elles suscitent une désapprobation massive. Pourtant, ce mécontentement légitime du peuple américain demeure prisonnier du duopole formé par les partis républicain et démocrate, un système mis en place par la bourgeoisie de notre pays. La seule « alternative » qui s'offre aux citoyens consiste, en réalité, à choisir entre deux partis au service du capital. Le comportement des électeurs illustre parfaitement cette dynamique : de nombreux électeurs ayant soutenu Trump par le passé se sont abstenus, tandis qu'environ 20 % des républicains ont choisi de voter pour les démocrates. La participation des jeunes a progressé — atteignant 27 % — et, tout comme les électeurs hispaniques, ils se sont détournés du Parti républicain. Il convient de noter qu'une part importante des suffrages a été exprimée comme une simple sanction à l'encontre de l'administration Trump. Il faut toutefois souligner que la popularité des deux partis reste, dans l'ensemble, très faible. Le dilemme réside dans l'absence d'une alternative révolutionnaire, ancrée dans la classe ouvrière ; c'est précisément pour y remédier que le CWPUSA poursuit son travail.

Quelle importance a eu le rejet de l'agression impérialiste contre l'Iran dans les choix de vote ?
CWPUSA : On estime que le coût total de la guerre contre l'Iran — incluant les opérations militaires directes et le fardeau lié à la hausse des prix du pétrole — s'élève à 265 milliards de dollars, soit environ 2 000 dollars par foyer américain, une charge qui repose entièrement sur les épaules des travailleurs. Sans surprise, plus de 60 % des Américains désapprouvent la politique de Trump à l'égard de l'Iran, établissant un lien direct entre cette guerre et ses répercussions sur leur propre vie.

Peut-on considérer que ces résultats sont une défaite pour les sionistes ?
CWPUSA : En réalité, ces résultats servent davantage les intérêts de la classe dominante. Prenons la composition du nouveau Congrès : sur ses 535 membres, 498 — dont 261 républicains et 231 démocrates — ont bénéficié du soutien financier de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le lobby pro-Israël. Plus révélateur encore, le récent vote visant à contester la nomination de Hegseth a échoué, faute de quorum : 11 démocrates étaient absents, ayant préféré assister à une opération de levée de fonds en compagnie de lobbyistes de l'industrie de la défense. L'événement était organisé par le comité d'action politique « Elect Democratic Women » (EDW) — un vecteur majeur du financement de l'AIPAC pour le cycle électoral de 2026, qui a permis de récolter 2,35 millions de dollars. Les deux partis ne sont que les deux faces d'une même pièce. Rappelons-nous la période où Biden disposait d'une majorité au Congrès, durant les deux premières années de son mandat. Qu'a fait son administration ? Elle a maintenu son soutien politique, financier et militaire à Israël. Aujourd'hui encore, les sociaux-démocrates qui ont obtenu des sièges au Congrès espèrent faire pencher ces forces pro-sionistes vers la gauche — une illusion, comme en témoigne le débat autour de la probable élection de Hakeem Jeffries au poste de président de la Chambre des représentants, lui-même bénéficiaire du soutien du lobby pro-Israël. La victoire démocrate ne brisera pas la domination des monopoles. Le pouvoir demeure entre leurs mains ; et tant qu'il en sera ainsi, l'impérialisme américain et ses monopoles continueront d'engranger des profits entachés de sang.

Y a-t-il aussi un rejet des mesures racistes de Trump et de sa police, ICE ?
CWPUSA : Les politiques migratoires du président Trump ne différaient pas fondamentalement de celles des démocrates. Sous les administrations Obama et Biden, les expulsions se sont poursuivies à un rythme soutenu, dépassant même parfois les niveaux atteints sous les administrations républicaines précédentes. Le point commun entre Trump, Obama et Biden réside dans la subordination de la politique migratoire et de son application aux besoins du capital. Qu'il s'agisse de réguler l'offre de main-d'œuvre ou de générer des milliards de dollars de revenus pour les systèmes pénitentiaires privés — utilisés dans le cadre du processus d'expulsion —, l'usage de l'ICE (services de l'immigration) et des politiques migratoires a servi à préserver la rentabilité du capital, tout en assurant des profits directs à un secteur spécifique. Toutefois, la manière brutale et décomplexée dont l'administration Trump a déployé l'ICE en 2025 et 2026 — en misant sur la terreur et l'effroi — a suscité une réaction négativemarquée au sein de l'électorat. Cette terreur faisait partie intégrante de la politique menée ; elle visait à imposer une discipline aux travailleurs et aux populations qui, depuis la pandémie, ont multiplié les actions en défense de leurs intérêts de classe. Comme l'ont relevé les médias bourgeois, une partie des électeurs latino-américains — qui avaient fait pencher l'élection générale de 2024 en faveur des républicains — se sont montrés désabusés face à la brutalité des interventions de l'ICE ces deux dernières années, lesquelles visaient principalement les travailleurs immigrés latino-américains. Des secteurs populaires se sont mobilisés contre l'ICE, notamment à Los Angeles et à Minneapolis. À Minneapolis, deux militants ont été tués par des agents de l'ICE, des incidents qui ont été filmés. Cette terreur est allée trop loin pour ces segments de la population, provoquant une intensification des mobilisations de masse et une érosion de la popularité de Trump sur ce terrain. Il convient de noter que, si les actions courageuses des travailleurs et des populations des États-Unis ont joué un rôle dans l'orientation de la contestation contre l'ICE, l'absence d'une direction idéologique et politique révolutionnaire a conduit, en fin de compte, à un retour de faveur envers les démocrates. Or, les démocrates ont eux-mêmes mis en œuvre ces politiques — avec des niveaux d'expulsion équivalents, voire comparables, et des motivations fondamentales identiques — mais en évitant, sur la forme, la répression ouverte qui a fini par devenir impopulaire. La menace qui pèse sur les travailleurs et les populations demeure donc entière.

Quel rôle ont joué les difficultés matérielles, en particulier la hausse du carburant ?
CWPUSA : La hausse du coût de la vie pèse de plus en plus lourdement sur les travailleurs et la population des États-Unis. Depuis des décennies, les prix des produits alimentaires, du logement, du carburant et d'autres biens essentiels ne cessent de grimper. Le choc de la pandémie a entraîné les taux d'inflation les plus élevés observés aux États-Unis depuis les années 1980. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a encore accentué cette tendance inflationniste. Le changement climatique joue également un rôle croissant, affectant le prix des produits agricoles — des engrais jusqu'aux articles finis sur les rayons des supermarchés. La guerre menée par Trump contre l'Iran n'est qu'un épisode supplémentaire dans cette série, contribuant à une hausse des prix du carburant dont on ne voit pas la fin. Le logement est l'un des principaux moteurs de la crise de l'accessibilité financière : le prix médian d'un logement représente désormais 6 à 7 fois le revenu médian. Pour les locataires comme pour les propriétaires, la charge mensuelle liée au logement est passée, à l'échelle nationale, d'environ 20 % avant la pandémie à 30 %. Les ménages consacrent une part croissante de leur budget au logement, alors que leurs revenus stagnent par rapport aux années précédentes. Cette stagnation des salaires, conjuguée à la hausse des prix, étrangle la classe laborieuse dans tout le pays. Au quotidien, lestravailleurs vivent des situations stressantes

et éprouvantes, tant sur leur lieu de travail qu'à domicile, contraints de régler des factures toujours plus élevées avec des revenus inchangés. Une telle situation est intenable pour les travailleurs, qui cherchent désespérément des solutions à cette crise du coût de la vie. C'est en grande partie pour cette raison que Trump a été élu en 2024, ces tendances économiques étant antérieures à son second mandat. Trump avait promis de faire baisser le prix de l'essence et de mettre fin aux guerres — des conflits que les travailleurs perçoivent, de manière intuitive, comme étant liés à la cherté de la vie. Or, loin de résoudre la crise, Trump a déclenché de nouveaux conflits et n'a mis en place aucun programme pour alléger le fardeau financier des ménages. Son unique programme économique majeur durant ce second mandat, baptisé « Big Beautiful Bill », visait à démanteler ce qu'il qualifiait d'appareil gouvernemental inefficace et dispendieux. Concrètement, cela s'est traduit par la suppression de milliers d'emplois publics et la réaffectation de ressources de l'État vers des investissements destinés à renforcer la compétitivité face à la Chine — comme en témoigne, par exemple, une prise de participation de 10 % dans Intel pour un montant de 8,9 milliards de dollars, ciblant principalement les technologies informatiques, l'intelligence artificielle et les chaînes d'approvisionnement. Ainsi, la crise de l'accessibilité financière a porté Trump au pouvoir, puis les démocrates après lui, en réaction à une crise qui s'est activement aggravée sous Trump.

En France, beaucoup de gens de « gauche » se réjouissent de la victoire des Démocrates, oubliant qu'ils sont également impérialistes. Est-ce que, parmi les nouveaux élus démocrates, certains remettent en cause le système capitaliste ?

CWPUSA : Parmi les démocrates nouvellement élus, aucun ne remet en cause le système capitaliste. Le Parti démocrate est, et a toujours été, un parti du capital, par le capital et pour le capital — tout comme l'État est un État du capital, par le capital et pour le capital. Ses 200 années d'existence en témoignent. Les démocrates ont oscillé entre réaction et réforme ; toutefois, depuis le « New Deal » des années 1930, et surtout après le mouvement pour les droits civiques des années 1960, ils ont ancré leur base au sein des segments « progressistes » du capital, tout en entraînant dans leur sillage les couches populaires. La fonction du Parti démocrate a consisté à capter toute l'indignation légitime des travailleurs et du peuple, pour canaliser cette énergie vers les objectifs et les projets du capital qui les soutient. Il ne s'agit ni d'un complot ni du fruit d'accords conclus en coulisses, mais du résultat concret des lois fondamentales qui régissent le système politico-économique. Dans une société divisée entre une classe de travailleurs exploités — qui génèrent du profit — et une classe de propriétaires exploiteurs — qui s'approprient et utilisent ce profit —, la classe qui contrôle le système agira nécessairement dans son propre intérêtpour le maintenir. On ne saurait s'attendre à autre chose : aucun système ne s'autodétruit de son plein gré. Les démocrates représentent des fractions du capital aux aspirations plus cosmopolites, qui cherchent à préserver les positions d'investissement les plus avantageuses, tant à l'intérieur du pays qu'à travers le monde. Il n'est pas dans l'intérêt de cette classe de résoudre la crise du coût de la vie, de mettre fin à ses guerres, ou de répondre aux besoins des travailleurs et du peuple en garantissant l'accès à l'éducation, aux soins de santé, ainsi qu'à une vie culturelle et scientifique — des ressources que notre niveau de développement économique nous permettrait pourtant d'offrir à tous. S'ils en étaient capables, ils le feraient. Mais, en se présentant comme le parti du « changement », du « progrès » et de l'« espoir », les démocrates parviennent à capter l'énergie populaire grâce à cette posture. C'est là que réside le danger, bien réel et immédiat. L'illusion véhiculée par le réformisme — l'idée que le capitalisme pourrait être réformé au point de ne plus agir comme il le fait — constitue une menace directe pour le message porté par les révolutionnaires. En tant que communistes révolutionnaires, nous comprenons que toute mesure qui ne met pas fin au système ne fera que reproduire les résultats de ce dernier (exploitation et misère) ; notre mission consiste donc à dépasser ce système pour en bâtir un nouveau, au sein duquel les solutions dont le peuple a besoin deviennent non seulement possibles, mais nécessaires. La victoire des démocrates — et, plus largement, la montée d'une social-démocratie qui s'approprie l'iconographie et le vocabulaire du socialisme — accroît la confusion. Elle renforce le mécanisme mis en place par les démocrates, qui canalise l'énergie populaire pour la détourner au profit des besoins de la classe dominante. Il ne s'agit pas d'une situation nouvelle. Tant que le capitalisme subsiste, la lutte des classes demeure. Sur le terrain idéologique de cette lutte, il est du devoir des communistes et de leur parti de rester vigilants et de ne rien céder aux tromperies du capital, ni aux séductions que les réformistes pourraient proposer aux travailleurs et au peuple — des manœuvres qui ne feraient qu'entraver le développement de la lutte révolutionnaire contre le système dans son ensemble.